

Nouvelles locales du vendredi 04 décembre 2015

@rib News, 04/12/2015 Sécurité - L'envoi d'une force de maintien de la paix au Burundi est l'option la plus selon l'opposition. L'alliance des démocrates pour le changement ADC-Ikibiri demande au Secrétaire Général des Nations Unies d'envoyer les forces de maintien de la paix au Burundi dans l'immédiat. Cette coalition des partis de l'opposition estime que le Burundi est incapable de maintenir sa sécurité. Selon l'ancien ministre Ngendakumana (photo) présent à l'ADC-Ikibiri, les autres options proposées par le Secrétaire Général des Nations Unies le 30 novembre 2015 ont été rejetées. Pour lui, il faut envisager la seule option d'envoyer une force de maintien de la paix au Burundi.

- Trois hommes armés en tenue de l'API (Appui à la Protection des Institutions) ont été tués par la police sur la chaussée du Peuple Murundi au centre-ville de Bujumbura. L'attaque visait le Général Christophe Manirambona surnommé Wakenya un des responsables des brigades spécialisées. Au moment de l'attaque le Général Wakenya ne se trouvait pas à bord du véhicule qui a été touché par un projectile dit "Slim". Le véhicule utilisé par les assaillants avait volé dimanche dernier par des hommes armés, affirme le propriétaire M. Athanase Mbonabuca, ancien gouverneur de la province Kayanza. La chaussée Peuple Murundi et le boulevard du 28 novembre ont été momentanément bloqués par des éléments de la police et de l'armée. - Des coups de feu et explosions de grenades se sont fait entendre dans le quartier de Jabe non loin des bureaux de la police judiciaire. Des témoins indiquent qu'il s'agit d'individus à bord d'une voiture de type TI qui ont tiré. Les mêmes agresseurs ont ouvert le feu plus tôt dans le quartier de Ngagara au nord de la capitale. Une personne travaillant au complexe textile de Bujumbura COTEBU a été blessée. - Les travailleurs domestiques en province Makamba doivent désormais être en possession d'une attestation de résidence pour avoir le droit de travailler. La décision a été prise par le gouverneur de la province au mois d'octobre. M. Gad Niyukuri accuse cette catégorie de travailleurs d'être à la base de l'insécurité dans sa province. Ils viennent pour la plupart de Gitega, Karusi et Kayanza. Les documents imposés sont délivrés par les chefs de colline qui en font, selon ces travailleurs domestiques, un moyen de s'enrichir. Les prix varient selon les communes : 200 fbu à Makamba, 1000 fbu à Kibago. Cette somme n'est reconnue nulle part dans les recettes des communes. Les policiers eux aussi en profitent pour exiger des pots de vin aux passagers. Ceux qui ont des cartes d'identité en ordre sans attestations de résidence sont arrêtés. Les domestiques lorsqu'ils se rendent au marché sans ces documents, ils ne sont pas autorisés de rentrer et les patrons de manger à midi.